

Syriza et Tsipras, une seconde opportunité



La victoire électorale remportée ce dimanche en Grèce par la Coalition de Gauche Radicale Syriza, donne à son leader, Alexis Tsipras, une seconde opportunité de diriger le pays.

Syriza a obtenu 145 des 300 sièges du Parlement grec.

Cette coalition a certes un grand avantage sur son rival le plus proche, le parti Nouvelle Démocratie, qui a atteint seulement 75 sièges, même si ce chiffre s'avère insuffisant pour lui assurer la majorité absolue. Tsipras a donc annoncé qu'il formera une coalition avec le parti de droite nationaliste Grecs indépendants, qui lui apportera les 10 sièges cruciaux à la recherche d'un avantage parlementaire, sans doute fragile.

Deux nouveautés ont caractérisé ces élections anticipées. L'une d'entre elles, l'avancée préoccupante de l'extrême droite regroupée au sein du parti Aube Dorée, à tendance néonazie, qui a été le troisième parti le plus voté et qui a obtenu 18 sièges au Parlement.

La seconde, le faible taux de participation: seul 56,5 des Grecs inscrits sur les listes électorales se sont rendus aux urnes, ce qui est une preuve de la déception de la citoyenneté avec une classe politique

incapable de donner une solution à la crise économique, tout en prenant compte des intérêts de la population, surtout des jeunes, des chômeurs et des retraités et qui ne défende pas les créanciers qui sont favorables aux sauvetages financiers car ils veulent garantir que leurs prêts et leurs intérêts juteux leurs soient remboursés.

Rappelons qu'Alexis Tsipras a été contraint de démissionner et de convoquer des élections anticipées après avoir accepté l'imposition d'un troisième paquet de sauvetage des partenaires de l'Union Européenne, qui impliquait de nouvelles mesures de rajustement, parmi lesquelles se trouve la hausse des impôts et la privatisation des entreprises publiques dans les secteurs des transports et de l'énergie.

Le leader politique grec s'est prononcé à plusieurs reprises contre les programmes d'austérité, y compris, quelques jours avant de céder devant la chancelière allemande Ángela Merkel, Alexis Tsipras avait obtenu le mandat du peuple, au terme d'un référendum, pour rejeter les dures conditions du Conseil Européen.

Une partie de la société grecque lui donne une seconde opportunité de tenir ses promesses, même si la confiance déposée en lui et en son parti Syriza, n'est certes pas la même qu'au mois de janvier, lorsque la joie populaire a inondée les rues après sa victoire électorale.

La Grèce est un bon exemple des défaillances du système de monnaie unique de l'Union Européenne, qui regroupe des pays ayant des différences énormes du point de vue de développement et de croissance, un système qui ne met pas en place des mécanismes pour compenser ses brèches.

Les aides prévues par ce bloc continental sont uniquement dirigées à obtenir de la Grèce, qu'elle soit en mesure de s'acquitter de ses obligations financières, c'est à dire qu'elle puisse payer la dette. Réactiver la production, créer des emplois, améliorer la qualité de vie de la population, est le moindre de leurs soucis.

Le véritable sauvetage est destiné aux banques, pas aux peuples. Alexis Tsipras devra relever le défi de voir comment il gère cette façon perverse d'aider, s'il veut conserver l'appui dont il jouit encore et sortir son pays de la crise actuelle qui est en train de prouver que le pouvoir de l'argent est toujours mis par dessus des principes humanitaires et des droits élémentaires des personnes.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/69822-syriza-et-tsipras-une-seconde-opportunitite>



Radio Habana Cuba